

CONVENTION DE PARTENARIAT

RESIDENCE JEUNES LE « PASS'HAJ »

ENTRE :

Le Conseil départemental de l'Orne, représenté par son Président, M. Christophe de BALORRE, agissant au nom et pour le compte du Département de l'Orne, en exécution de la délibération du Conseil départemental du 28 mars 2025.

Ci-après désigné par les termes « le Département »,

ET :

M. Frédéric LEVEILLE, Maire, agissant au nom et pour le compte de la Mairie d'Argentan, Place du Docteur Couinaud, 61200 ARGENTAN, agréé pour exercer l'accompagnement par le logement dans le cadre de la résidence sociale le Pass'Haj.

Ci-après désigné par les termes « Mairie d'Argentan »,

Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990, visant à la mise en œuvre du droit au logement et de ses décrets d'application,

Vu la loi n° 98.659 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale,

Vu le décret n°95-185 du 14 février 1995 sur la procédure de création, transformation et extension des établissements sociaux et médicaux sociaux,

Vu les circulaires n° 95-33 du 19 avril 1995 et n° 96-753 du 17 décembre 1996 concernant la réglementation des foyers de jeunes travailleurs,

Vu la délibération du Conseil départemental 28 mars 2025 autorisant le Président du Conseil départemental à signer la convention.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de définir les modalités de financement et de mise en œuvre de « l'action socio-éducative d'accompagnement et de prévention, par l'accueil et l'hébergement de jeunes ». Cette action est mise en œuvre au sein de la Résidence Jeunes le « Pass'Haj » d'Argentan.

La Résidence Jeunes le « Pass'Haj » d'Argentan accueille des jeunes âgés de 16 à 30 ans. Une équipe socio-éducative est présente pour accompagner les jeunes sur différentes thématiques (budget, santé, mobilité, démarches administratives, insertion professionnelle...). L'objectif est de pouvoir leur faire connaître le territoire et leur proposer des animations collectives (cuisine, sorties, sport...), afin de favoriser leur insertion sociale.

Au sein de la résidence, plusieurs types de publics sont accueillis dont :

- des jeunes en mobilité géographique (accès à un emploi ou une formation sur le territoire),
- des jeunes qui pour des raisons diverses quittent le domicile,
- des scolaires ou étudiants de familles modestes ne pouvant être accueillis en l'absence d'internat ou de CROUS,
- des jeunes de l'aide sociale à l'enfance du Département,
- de jeunes mineurs ayant besoin de s'éloigner de leur famille,
- de jeunes en situation de handicap.

ARTICLE 2 : SITUATION DE LA RESIDENCE JEUNES

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la mairie d'Argentan, après une gestion déléguée, a repris, en régie, la gestion de sa résidence habitat jeunes le « Pass'Haj » qui dispose de 43 places.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION

La présente convention donnera lieu au versement d'une subvention d'un montant de 6 120 € pour l'action socio-éducative d'accompagnement et de prévention par l'accueil et l'hébergement des jeunes.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera le remboursement et l'annulation de la subvention accordée.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Les versements seront effectués selon l'échéancier suivant :

- 60% à la signature de la convention,
- 40% après production, au plus tard le 15 novembre 2025, d'un bilan final réalisé entre le 1^{er} janvier et le 31 octobre 2025, faisant apparaître l'atteinte des objectifs fixés à l'article 8 de la présente convention.

Toutefois, si l'action était interrompue avant son terme, la contribution du Département serait recalculée au prorata temporis.

ARTICLE 6 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Applicable à partir du 25 mai 2018 à l'ensemble de l'Union européenne, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) renforce les droits des résidents européens sur leurs données et responsabilise l'ensemble des acteurs traitant ces données.

La loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles modifie la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite « loi informatique et libertés » et impose des obligations spécifiques aux titulaires des marchés publics dont la responsabilité est susceptible d'être engagée en cas de manquement.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (ci-après, le « RGPD »).

Précisions terminologiques :

Dans le cadre des services mentionnés à la convention, l'organisme peut être amené à consulter, à modifier et à supprimer des données à caractère personnel. Au sens de l'article 4 (points 7 et 8) du RGPD, le Département est responsable du traitement et l'organisme est sous-traitant des données à caractère personnel.

ARTICLE 7 : CONTROLE D'ACTIVITES

La structure s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires au suivi de l'exécution de la convention.
- fournir un bilan qualitatif et quantitatif détaillé et dûment complété permettant de mesurer l'atteinte des objectifs cités à l'article 8 de la présente convention.

Le bilan sera envoyé à l'adresse suivante : Pôle solidarités – Direction de l'Action Sociale Territoriale et de l'Insertion – 13 rue Marchand Saillant - 61017 Alençon Cedex.

- faciliter le suivi de la mise en œuvre de la convention signée avec le Conseil départemental.
- organiser un comité de suivi en présence des différents financeurs de l'action et des partenaires associés au déroulement de l'action au moins une fois par an (avant la fin de l'année) et autant que de besoins en cas de dysfonctionnements pouvant remettre en cause la réalisation de l'action.

Le comité de suivi s'appuiera sur les bilans quantitatifs et qualitatifs ainsi que sur tout autre document de compte rendu demandé dans le cadre de l'exécution de la convention. Un compte rendu ou relevé de conclusions pour chaque rencontre sera rédigé par la structure et transmis aux membres du comité de suivi ainsi qu'au Conseil départemental.

Par ailleurs, le Département pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugera utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par lui, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises et du respect des engagements vis-à-vis du Département.

ARTICLE 8 : INDICATEURS D'EVALUATION

Dans le cadre de la présente convention, il est convenu que la Résidence habitat jeunes le Pass'Haj soit en mesure de transmettre à la Direction de l'action sociale territoriale et de l'insertion, au titre de l'année 2025, les indicateurs quantitatifs et qualitatifs suivants :

- Typologie de la population accueillie,
- 15 % de jeunes en difficulté sociale, avec une priorité aux jeunes de l'ASE de l'Orne (les mineurs confiés à l'ASE par décision judiciaire ou administrative, les mineurs non accompagnés (MNA) et les jeunes majeurs bénéficiant d'une continuité d'accompagnement par les services de l'Aide sociale à l'enfance) en parcours d'insertion. Ce taux pourra éventuellement augmenter lors du renouvellement de la convention,
- Nombre d'accompagnements réalisés et durée moyenne par accompagnement,
- Problématiques travaillées lors de l'accompagnement des jeunes (démarches administratives, santé, budget, insertion professionnelle...)
- Evolution des trajectoires d'insertion des jeunes accueillis,
- Evaluation de la satisfaction des jeunes et des parcours résidentiels.

ARTICLE 9 : TRANSMISSION DES INFORMATIONS COMPTABLES, FINANCIERES ET BUDGETAIRES AU DEPARTEMENT

La collectivité s'engage à fournir ses comptes annuels certifiés par un commissaire aux comptes (bilans, comptes de résultats, et annexes comptables), et approuvés par son assemblée générale.

Ces documents seront remis au Département dans un délai de 15 jours qui suivent leur approbation.

Sur simple demande du Département, la collectivité devra communiquer tous ses documents comptables et de gestion relatifs à la période couverte par la convention, aux fins de vérification par la personne habilitée par le Département.

ARTICLE 10 : CLAUSE RESOLUTOIRE

En cas de mise en demeure par l'autorité départementale effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effets pendant 30 jours, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

Le Département se réserve le droit de résilier unilatéralement la convention en l'absence de toute faute du cocontractant, pour motif d'intérêt général, ce qui ouvrira droit à indemnisation ou à substitution d'une nouvelle convention.

La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou changement de statut ou d'objet social du co-contractant.

ARTICLE 11 : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Conseil départemental et la collectivité. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée sous forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant

l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé-réception pour tous motifs, sous réserve d'un préavis de deux mois.

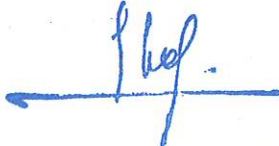
ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les signataires décident de s'en remettre à la compétence exclusive du Tribunal administratif de Caen.

Cette convention qui ne donne pas lieu à des frais d'enregistrement a été établie en 2 exemplaires.

Fait à ALENCON, le 22/04/2025.

Le Président du Conseil départemental


Christophe de BALORRE

Le Maire d'Argentan




Argentan
COMPTASS'HA
Habitat Jeunes

Annexe 1 :

ENTRE :

M. Christophe de BALORRE, Président du Conseil départemental de l'Orne, agissant au nom et pour le compte du Département de l'Orne, en exécution d'une délibération du Conseil départemental du 28 mars 2025.

ET :

M. Frédéric LEVEILLE, Maire, agissant au nom et pour le compte de la Mairie d'Argentan Place du Docteur Couinaud, 61200 ARGENTAN, agréé pour exercer l'accompagnement par le logement dans le cadre de la résidence sociale le Pass'Haj.

Vu le décret 2015-951 du 31 juillet 2015, qui identifie les publics confiés ou suivis par le service de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), comme prioritaires pour être accueillis au sein des Foyers jeunes travailleurs (FJT).

ARTICLE 1 : OBJET

La mairie d'Argentan et le Conseil départemental conviennent de mettre en œuvre une procédure spécifique pour l'accueil au sein des hébergements de la résidence de jeunes mineurs confiés à l'aide sociale à l'enfance et de majeurs bénéficiant d'une continuité d'accompagnement des services de l'aide sociale à l'enfance.

ARTICLE 2 : PUBLICS VISES

Sont concernés, les mineurs confiés à l'ASE par décision judiciaire ou administrative, les mineurs non accompagnés (MNA) et les jeunes majeurs bénéficiant d'une continuité d'accompagnement par les services de l'aide sociale à l'enfance.

ARTICLE 3 : PROCEDURE

- Le projet d'accueil au sein de la résidence d'Argentan est préparé par le travailleur social référent du jeune (référent ASE) et validé par le responsable protection de l'enfance (RPE).
- Une demande d'admission est ensuite formulée auprès du Responsable de la résidence d'Argentan par le travailleur social référent.
- Une fois l'accueil prononcé par le responsable de la structure et au moment de l'arrivée du jeune dans le logement, un projet d'accès à l'autonomie est élaboré par le référent ASE et validé par le RPE. Ce projet fixe les objectifs à atteindre en matière d'autonomie, ainsi que les engagements du jeune et des différentes parties (service ASE, FJT, autres...), pour y parvenir. Le responsable de la structure ou ses équipes seront associés à cette démarche et une copie du projet est remise au jeune et à la résidence.
- Le processus d'accueil de la résidence d'Argentan prévoit la signature d'un contrat de résidence de logement temporaire avec le jeune (ou détenteur de l'autorité parentale). Une copie du contrat est transmise au RPE.
- Dans le cadre de la prise en charge par la résidence d'Argentan, en sus de la prestation d'hébergement, la structure met à disposition l'ensemble des services explicités dans le livret d'accueil remis au jeune. L'intervention de l'équipe éducative auprès du jeune porte sur le quotidien du jeune au sein de la structure et, selon les besoins du jeune, sur la réalisation des démarches administratives et financières (notamment l'orientation vers le droit commun), l'insertion professionnelle (conseil et orientation), la mise à disposition des différents outils pour la recherche d'emploi/formation, des actions de sensibilisation et prévention en lien avec le quotidien dans le logement (cf alimentation, santé, hygiène de vie, accès aux soins, informations sur les addictions...).
- A l'admission du jeune dans la structure, l'ensemble des documents administratifs et ceux précisant le statut du jeune seront communiqués par les services de l'ASE à la résidence d'Argentan.
- A minima semestriellement, sera organisé par le référent ASE un point formalisé ayant comme objectif d'évaluer l'avancée du projet d'accès à l'autonomie, auquel sera associé le responsable de la structure. A cette occasion, la résidence d'Argentan réalisera un bilan de l'évolution du projet du jeune au sein de la structure.
- Durant le temps d'accueil à la résidence d'Argentan, le jeune continuera à être suivi par un référent ASE, qui conduira des actions individuelles auprès du jeune et facilitera la coordination des actions entre les équipes de la résidence d'Argentan, de l'ASE et des autres partenaires.
- En cas d'événements susceptibles de remettre en cause l'accueil du jeune au sein de la structure de la résidence, cette dernière saisira le Responsable protection de l'enfance.

ARTICLE 4 : EVALUATION

Dans le cadre de son rapport d'activité annuel, la résidence d'Argentan établira un bilan spécifique quantitatif et qualitatif de ces accueils (confère article 8 de la convention).

Un comité de suivi du dispositif est mis en place. Il se réunira annuellement pour veiller à la bonne évolution de cette procédure spécifique et suivre les résultats obtenus. Ce comité sera composé



de membres du Conseil départemental (Direction de l'enfance et des familles/service ASE) et de la résidence d'Argentan en lien avec la Direction de l'action sociale territoriale et de l'insertion.

Fait à ALENCON, le 22/04/2025.

Le Président du Conseil départemental


Christophe de BALORRE

Le Maire d'Argentan



Argentan
Le Pass'IAU
Habitat Jeunes